

Vincent Magos me suggère un petit texte en référence à François Tosquelles en cette période de confinement guerrier déployé contre le « virus de la couronne » dans la plupart de nos pays dits civilisés. Pourquoi pas ?, car Tosquelles en connaissait un rayon côté guerre ! Dès le début de la guerre civile espagnole, nommé responsable du service de psychiatrie des armées républicaines, il propose d'organiser des antennes tout près du front pour permettre de traiter les pathologies psychiatriques en situation. Il invente des groupes de paroles, il fait appel à des civils pour l'aider à soigner les décompensations psychiatriques des soldats, il soutient le moral des troupes et des gradés tout près du lieu des combats. Arrivé en France en 1939 juste après la défaite des républicains espagnols, enfermé dans le camp des réfugiés de Septfonds près de Montauban, il organise un petit service de psychiatrie pour traiter les personnes qui décompensent. Quelques mois plus tard, il arrive à Saint Alban en janvier 1940, et malgré la guerre, il met au travail tout l'hôpital pour aboutir à ce qui deviendra la « psychothérapie institutionnelle », puis début 1942, lorsque Bonnafé est nommé médecin directeur de l'hôpital, il pose avec lui les bases de ce qui allait devenir la plus grande invention de la psychiatrie du vingtième siècle, la psychiatrie de secteur. Tosquelles est donc, de ce point de vue, un psychiatre qui a su, même en temps de guerre, inventer, créer, penser avec les autres, de nouvelles formes de soins psychiatriques. Comme Bion, à la même époque et sous d'autres cieux, il a su « surfer » sur une période de conflits majeurs pour repenser la psychopathologie, et notamment en faisant appel à sa composante groupale, collective et sociétale. C'est peu dire que Tosquelles nous aide à penser la psychiatrie comme une discipline médicale intrinsèquement liée avec le social, et qu'il a su comprendre que la guerre, malgré tous les malheurs qu'elle engendre, pouvait en devenir un révélateur puissant.

De tels exemples humains nous donnent à réfléchir, même si le terme de guerre est ici employé dans un sens différent. Car si c'est bien d'une guerre dont il s'agit, c'est une guerre biologique déclarée par les virus (les viri ?) aux hommes et aux animaux, probablement sans intention de nuire, mais peut-être sous l'implacable nécessité de déterminants « naturels », parmi lesquels les attaques suicidaires et inconscientes contre notre vaisseau Terre, contre notre écosystème, contre notre milieu de vie, seraient une « cause » de déclenchement possible. Alors, au-delà des mesures prises pour lutter « ici et maintenant » contre le virus et ses ravages, faut-il réfléchir dès à présent sur les mesures à prendre au sortir d'une crise aux contours nouveaux, qui met en jeu l'ensemble de nos existences.

Tout d'abord, les multiples témoignages de reconnaissance émis par les populations à l'adresse de ses soignants viennent souligner la grandeur de leurs métiers mais aussi les risques qu'ils prennent à les exercer. Cette reconnaissance va au professeur d'infectiologie comme aux infirmières en passant par les aides-soignants, les internes, les auxiliaires de vie, les médecins généralistes et tous ceux qui concourent peu ou prou à cette chaîne de solidarité extraordinaire. Mais faut-il rappeler que ce corps médical (toutes professions comprises) envoie de signaux de détresse de plus en plus pressants aux pouvoirs politiques depuis des lustres pour attirer leur attention sur le fait que considérer les services publics de santé comme une variable d'ajustement aux calculs sordides des boursicotiers est un vrai scandale humain pour lequel il faudra rendre des comptes un jour aux citoyens. Sarkhozy, Hollande et Macron ont entonné les mêmes partitions à ce sujet, et sauf si ce dernier fait machine arrière, ce qu'il s'est engagé à faire

dès la sortie de la crise, nous pourrions les considérer responsables, parmi beaucoup d'autres, de politiques démagogiques à courtes vues, sinon d'une absence de courage devant l'évidence d'un nombre incalculable de morts annoncées. Il était devenu banal de considérer que les médecins et leurs équipes, en réclamant des moyens supplémentaires pour soigner les patients réels, et prévoir les soins en cas de crises, étaient vraiment des sales gosses irresponsables qu'il fallait laisser hurler sans broncher pour ne pas les braquer, et une fois leurs colères passées, continuer à diminuer les budgets de santé sans barguigner. D'ailleurs les causes de ces plaintes étaient toutes dues à la mauvaise organisation des services et à l'incompétence des médecins dans ces domaines connexes. Il suffisait de leur faire avaler la pilule du « new management » pour qu'ils cessent leurs enfantillages, et on allait voir ce qu'on allait voir en matière de réductions d'impôts (surtout pour les riches). Bref, toute cette attitude méprisante envers les médecins et leurs équipes avait conduit une bonne part de la société à adopter cette attitude disqualifiante vis à vis d'eux, et à les considérer désormais comme une donnée périphérique dans les grands enjeux sociétaux. Je vois dans les applaudissements de 20h actuels une sorte de rite de déculpabilisation vis à vis des soignants qui jusqu'à mi-mars, n'étaient pas pris suffisamment au sérieux.

Il va donc falloir réfléchir « pour de bon » au soir de cette période noire, et entreprendre ce partage nécessaire dans la conduite des affaires du monde : les personnes et les choses ne sont pas réductibles les unes aux autres. Tout ce qui concerne les choses peut continuer à faire l'objet de calculs (au sens de la mathématique et au sens de la ruse) pour lesquels le capitalisme semble avoir pris le pouvoir sans partage sur le bon sens commun. Mais nous verrons que l'écosystème demandera à son tour des comptes sur cette option très rapidement. En revanche, tout ce qui concerne les personnes doit désormais faire l'objet d'une autre orientation politique que les grandes crises passées ont mise en évidence à leur tour. L'exemple de la politique solidaire décidée dans l'immédiate après guerre 39-45 est sans doute le plus probant de tous. Il est important de rappeler que dans cet esprit de solidarité développé au cours de la Résistance, la notion de service public a pris tout son sens. Et les grandes réformes d'après guerre ont eu un impact formidable sur l'évolution de nos sociétés. La santé a pu bénéficier à tous de façon plus juste, même si des disparités sont à regretter encore. Les transports se sont démocratisés, et la culture, le sport, les loisirs, l'information,... ont suivi cette « voie de la Liberté ». Si la démocratie a pu se développer, c'est en appui sur toutes ces avancées remarquables facilitées pendant la deuxième moitié du vingtième siècle. Mais avec la catastrophe climatique annoncée suscitant les moqueries de trop nombreux décideurs, avec le capitalisme ensauvagé dominant le monde sans contre-pouvoirs, avec l'expansion des egos surdimensionnés de nos dirigeants conduisant à une « république des faux-selves », avec l'augmentation obscène de l'écart entre riches et pauvres, la donne a changé, et tout ce qui faisait l'humanité de nos systèmes sociétaux s'est progressivement dissout dans la seule culture marchande et financière, sans respect pour l'homme et pour la « nature ». On a cru que le budget d'un hôpital pouvait être réduit à celui d'une entreprise industrielle. On a cru qu'en augmentant les cadences de travail des juges et des enseignants on allait pouvoir économiser les postes de fonctionnaires. On a cru qu'en privatisant la poste, l'électricité et les transports publics, on allait assister à des diminutions de coûts pour les usagers. Que nenni ! tout cela n'a abouti qu'à un seul résultat, l'envolée des bourses mondiales, au seul profit des actionnaires... jusqu'à la plongée soudaine due au virus de la couronne !

Il est intéressant de se poser la question de savoir comment notre société peut trouver aujourd'hui d'autres réponses que le seul étalon du dollar ou celui de l'or pour évaluer le travail humain.

En ce qui concerne tous les métiers de la relation humaine, dont les soignants sont redevenus en quelques jours le modèle de référence, il est nécessaire de repenser d'autres paradigmes pour leur fonctionnement. Le sens du métier que l'on exerce ne peut être imposé par un pouvoir extérieur. Il doit être autogéré par ceux qui l'exercent dans le cadre de contraintes de réalité partagées (vous disposez de tant de budget pour réaliser tels et tels objectifs. Organisez vous pour y parvenir) en lien avec les publics qui leur demandent des services. Si tous ces métiers de la relation pouvaient à nouveau sentir que l'Etat et la population leur font confiance pour atteindre les objectifs souhaitables et démocratiquement décidés, sans constater qu'une défiance « organique » oblige les représentants du peuple à leur imposer des systèmes technobureaucratiques de contrôle dignes des pires staliniens zélés, et dont la réalité récente a montré que les décisions concernant les métiers en questions n'ont pas été prises par les « hommes de l'art » mais bien par ceux qui se sont octroyés le pouvoir « managerial ». La logique qui préside à de tels errements repose, de mon point de vue, sur une conception du travail *a priori*, elle-même conditionnée fortement par la question des gains générés par cette logique implacable. Disposer de tant de centaines de millions de masques pour prévenir une pandémie lorsqu'elle surviendra relève d'une politique de santé qui met l'accent sur la prévention des risques en investissant dans des outils nécessaires lors de la survenue de la catastrophe. Et lors de la survenue de ladite pandémie, les masques sont disponibles et rapidement acheminés sur les lieux qui en ont vitalemment besoin. A priori, des responsables enthousiasmés par la pensée technobureaucratique ont pensé que ce poste budgétaire pouvait faire l'objet d'économies en utilisant les statistiques et les calculs de probabilités pour justifier leur décision en toute logique. Malheureusement, si les statistiques renseignent les scientifiques sur la tendance dominante probable de la résolution d'un problème complexe, elle n'indique en aucune façon que cette tendance deviendra réalité. La logique qui devrait prévaloir dans les organisations humaines se situe au contraire dans une réflexion *a posteriori*. Au vu des dernières pandémies traversées, l'Etat, dans une réflexion *a posteriori* guidant ses prises de décisions, doit prévoir la constitution d'un stock suffisant de masques pour les rendre disponibles dès que le besoin s'en fait sentir. Les politiques de santé des dernières décennies ont consisté essentiellement à rogner sur les budgets déjà exsangues, notamment en psychiatrie, en expliquant aux soignants qu'ils pourraient vraiment faire des efforts d'organisation de leurs services, et que ne les faisant pas, « on » allait les « brieffer » pour qu'ils acceptent de « manager » les équipes autrement. Tous ces termes sont inhérents à une logique de l'*a priori* et doivent s'appliquer dans un processus « top-down ». Circulez, ya rien à voir ! pourrait-on dire plus trivialement...Sauf que dans les métiers de la relation, il s'agit d'accueillir les difficultés existentielles de nos contemporains : pourquoi va-t-on voir un médecin, un psychothérapeute, un juge, un avocat, une assistante sociale, un éducateur, un instituteur ? pour acheter quelque chose chez lui ? pour acheter un service ? pour l'acheter lui ? Eh bien non ! Nous sommes amenés à rencontrer ces professionnels parce que nous avons besoin d'eux, en tant qu'humains secourables disposant en outre d'une compétence dans tel ou tel domaine. Donc toute rencontre apporte aux professionnels en question, en plus du problème précis qui l'amène, une charge de besoin, de demande, de souffrance, de difficultés de différents ordres qui les contraignent à accueillir sur leurs propres épaules psychiques une partie des soucis qui président à ces formes humaines de demandes. Je propose depuis longtemps d'appeler ce portage partiel des soucis des autres la fonction phorique (du grec Phorein : porter). Qu'on ne se trompe pas : je ne dis pas qu'un patient qui va voir son médecin parce qu'il est atteint du coronavirus lui demande de porter ses angoisses et sa souffrance psychique en lieu et place de le soigner de sa maladie. Mais je prétends que même dans ce cas, le médecin recevra qu'il le veuille ou non une partie de ces problématiques connexes, et que, à la longue, cela

déclenchera chez lui une usure dont il faut absolument tenir compte si l'on ne veut pas que ce médecin devienne contre son gré un technicien de santé laissant de côté le caractère humain de sa prestation. Un parent qui va rencontrer l'instituteur de son enfant parce qu'il est en difficulté d'apprentissage va lui transmettre une partie de ses angoisses, et après plusieurs rendez vous, l'enseignant portera, qu'il le veuille ou non, une partie des inquiétudes parentales qui pourra le conduire à une usure subreptice. Un père convoqué par le juge des enfants parce qu'une information préoccupante lui a été signalée va se mettre en colère dans son bureau et l'agresser verbalement au point que le juge est obligé d'appeler du secours. Le père, sans le savoir déverse une partie de son angoisse dans la tête du juge qui, même s'il conserve la dignité requise en la circonstance, se trouvera ébranlé par ce passage à l'acte violent. Bref, je ne vais pas passer toutes les professions de la relation en revue, mais il m'apparaît crucial de prendre en considération ces éléments pour pouvoir leur proposer une aide qui ne soit pas factice. Sinon, il devient évident pour les praticiens qui réfléchissent à ces problématiques que le nombre de *burn out* qui croît exponentiellement est un effet direct du manque de prise en considération de cette souffrance transmise aux métiers de la relation, et notamment de la relation d'aide. L'attitude actuelle des responsables et décideurs consiste à déclarer que ces métiers font l'objet d'un salaire et que c'est le juste prix pour rétribution de ces inconvénients professionnels. Pour participer à de nombreuses équipes de soignants et d'éducateurs en position de superviseur, je peux témoigner de la dégradation constante des relations que les « usagers » entretiennent avec les professionnels. L'agressivité, la violence verbale, quelquefois physique, les calomnies, la désinvolture deviennent des modalités relationnelles de plus en plus fréquentes avec les professionnels. Il me semble désormais évident que ces attitudes sont le fruit du fossé qui s'est creusé depuis quelques décennies entre les responsables politiques et les décideurs d'une part, et les professionnels de la relation d'autre part.

Une très profonde révolution des mentalités est nécessaire pour arriver à retrouver une sérénité qui s'impose dans ces domaines complexes. Pour ce faire, l'Etat doit retrouver sa place et toute sa place dans la défense de ce qui fait société, et notamment des services publics qui nourrissent les dimensions humaines. Mais sa place ne consiste surtout pas à dire aux professionnels comment ils doivent travailler, elle consiste à garantir leurs conditions de travail pour que les acteurs se sentent libres de leurs organisations techniques, et soutenus dans l'exercice souvent difficile de ces professions. Cette liberté dans un cadre protégé favorisera le développement d'une éthique professionnelle permanente qui ne peut se contenter de consignes lointaines d'un comité d'éthique, fût-il composé de personnes remarquables.

Je formule le vœu que cette crise nous serve de leçon pratique de démocratie. Faisons confiance aux professionnels et à leurs capacités d'auto-organisation. Demandons à l'Etat de reprendre la place qu'il n'aurait jamais dû quitter, celle de garantir les bonnes conditions du fonctionnement des institutions humaines sans se mêler de leurs contenus, en les soustrayant aux lois du marché et de considérer que cette attaque virale est un signe avant-coureur des impasses dans lesquelles nos sociétés de consommation sont engagées au plus grand dommage de notre écosystème. Et Vive Tosquelles !